

Construire l'espace public européen - L'expérience grecque et le débat stratégique

mardi 2 février 2016, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 8 janvier 2016).

Nous reproduisons ci-dessous le chapitre écrit par Catherine Samary pour l'ouvrage collectif « Europe l'expérience grecque - le débat stratégique » (Editions du Croquant), coordonnée par Alexis Cukier et Pierre Khalfa aux Editions Le Croquant ? Cette contribution a été initialement mise en ligne par la revue *Contretemps-web*.

Sommaire

- [Partir de ce que l'Union \(...\)](#)
- [Nécessité d'une critique \(...\)](#)
- [L'exit est-elle la seule \(...\)](#)
- [L'enjeu européen stratégique](#)
- [Contester l'Union européenne](#)

L'emprise de l'Eurogroupe sur la Grèce et l'éclatement de Syriza face au troisième et désastreux mémorandum voté en juillet interpellent toutes les gauches européennes. Elles sont menacées par deux postures suicidaires : la soumission aux politiques imposées par l'Eurogroupe au nom d'une essentialisation positive de l'euro (rejetant tout exit) versus la proposition de fronts nationalistes avec l'extrême-droite xénophobe sur la base d'une essentialisation négative de l'euro (l'exit à tout prix).

L'exit comme ligne générale - même quand il se veut « inter-nationaliste » renonce aux luttes dans/contre l'union européenne (UE) alors qu'il est possible de résister à la consolidation néo-coloniale de l'euro-groupe. Tsipras a pu s'emparer de la force contestataire du non grec (OXI) en présentant son choix comme une résistance. La dénonciation du mémorandum, des pouvoirs qui l'imposent quels qu'ils soient, et de toutes les politiques d'austérité va être - avec l'exigence d'accueil des réfugiés, le terrain des polarisations stratégiques nationales et européennes. Les fronts dans/contre l'UE, au nom d'une autre Europe, sont indispensables si l'on veut rendre efficaces tant les luttes nationales qu'internationalistes - depuis l'opposition au Trans-Atlantic Free Trade Agreement (TAFTA) jusqu'aux conférences sur le climat, en passant par la résistance à tous les racismes et aux « guerres de civilisation » à la racine des vagues de réfugiés.

C'est pour mener ces combats qu'il est urgent de construire un espace public européen démocratique contre tous les rapports d'oppression et en défense de « biens communs » que privatise et démantèle la guerre sociale planétaire que mène le capitalisme du XXI^e siècle.

Partir de ce que l'Union européenne partage avec le capitalisme globalisé

C'est en réponse à la crise de l'ordre mondial des années 1970 - et sans l'euro, puis contre lui en Grande-Bretagne - que s'est déployé le slogan de Margaret Thatcher - « TINA » - There Is No Alternative / il n'y a pas d'autres choix. Il a été repris et martelé depuis lors sans discontinuer dans les discours et médias dominants. Pas d'autres choix que de comprimer les dépenses sociales supposées causes des dettes publiques ; pas d'autres choix que de privatiser les entreprises et services publics pour résorber ces dettes ; pas d'autre choix que de remettre en cause les « rigidités » du « marché du travail » avec ses protections sociales pour être « compétitif » ; pas d'autres choix pour réduire le chômage que de faciliter les licenciements, les emplois précaires, et la généralisation des « travailleurs pauvres ».

Ce rouleau compresseur est radicalement anti-démocratique parce que radicalement anti-social.

Avant que l'« ordo-libéralisme » (allemand ou pas) ne veuille inscrire dans des Traités et constitutions européennes les « règles d'or » de la « concurrence libre et non faussée » et de l'austérité budgétaire, le néo-libéralisme s'est prétendu pour le marché contre l'Etat. Il s'imposait en fait, avec la force des Etats convertis au néolibéralisme contre l'Etat-providence et, au-delà, contre tout Etat social, sous tous régimes. Et dans la phase ouverte en 1980, les Etats dominants se sont, de surcroît appuyés, sur les institutions financières de la mondialisation - FMI en tout premier lieu - pour faire passer leurs propres choix comme nouvelles « règles » et « politiques d'ajustement structurel » - *les mêmes qui sont infligées en Grèce*. Les blocages rencontrés par l'OMC ont par ailleurs poussé les mêmes puissances à multiplier la négociation secrète de Traités de libre-échange qui visent à protéger les Firmes multinationales (FMN) contre toutes les résistances et protections nationales, sociales ou environnementales - de sont de telles menaces que *le TAFTA voudrait imposer au sein de l'UE...* C'est encore la logique d'accumulation capitaliste sans rivages qui empêche tout traitement sérieux, donc politique, de la crise climatique qui menace la planète - ce que *reflétera la COP21 à Paris*.

Le « pas d'autres choix » - le TINA - que l'UE veut inscrire dans le marbre de ses Traités est donc intrinsèquement associé au « nouveau capitalisme » mondialisé et financiarisé qui ne veut plus être contestable. Sa radicalité est liée à un « plus jamais ça » littéralement contre-révolutionnaire qui s'est concrétisé au centre du « système-monde » capitaliste confronté dans les années 1970 non seulement à une crise « classique » de profit, mais aussi à une remise en cause planétaire de tous les rapports de domination. C'est « au centre » de ce capitalisme, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, dans la vieille Europe qu'une véritable guerre sociale a depuis lors été déclenchée pour démanteler les rapports de force issus des luttes passées et du « court siècle soviétique » [1] - pour reprendre les termes de l'historien Moshe Lewin.

On comprend combien ces attaques sociales et idéologiques se sont radicalisées après l'unification allemande et la fin du monde bipolaire : l'idéologie néo-libérale faisant des chômeurs les responsables du chômage et des pauvres des « assistés », s'est consolidée en cherchant à criminaliser (ou à réduire au goulag) toutes les révolutions passées. Cette tâche fut facilitée par ce qu'avait été notamment la répression du Printemps de Prague en 1968 comme de Solidarnosc en Pologne en 1980 par les dirigeants « communistes » au pouvoir - comme ce fut le cas du mouvement populaire de Tien-amen en Chine en 1989. La restauration capitaliste trouva des appuis essentiels dans la majeure partie de ces dirigeants ex-communistes basculant vers les privatisations et l'insertion dans l'ordre capitaliste mondial. Le brouillage des étiquettes accompagnant aussi la transformation néo-libérale de la social-démocratie, n'a pas fini de faire des ravages dans les consciences.

Tout cela n'a pas, pour autant, signifié la « fin de l'Histoire ». Mais les rapports de forces se sont détériorés et l'idéologie néo-libérale a pénétré les consciences sans alternatives claires. C'est notamment pourquoi, les enjeux doivent être concrétisés à partir de ce qui demeure fort dans les perceptions populaires : l'exigence de dignité, de justice sociale, d'accès à des droits reconnus au XX^e siècle et remis en cause par le capitalisme du XXI^e siècle.

Dans les pays qui se sont réclamés du communisme, tous les grands soulèvements démocratiques ont, en pratique cherché à réduire l'écart entre les promesses socialistes et les réalités. Mais depuis 1989/91, les populations ont été confrontées à un écart encore plus immense entre les proclamations de « liberté » et « efficacité » du capitalisme globalisé et le désastre social qu'il produit, accompagné d'une « démocratie » offrant des alternances sans alternatives.

L'appropriation pluraliste des bilans du passé/présent de ces pays, par « en bas », en fonction d'idéaux égalitaires et démocratiques qui restent forts, fait partie des enjeux démocratiques de lutte contre le « sens de l'histoire » que veut imposer l'idéologie dominante - c'est particulièrement important sur le continent européen.

Nécessité d'une critique spécifique de l'Union européenne

Une union monétaire sur des bases capitalistes entre pays au niveau de développement hétérogène, et sans contre poids budgétaire, creuse les inégalités : c'est le cas dans l'UE. Contrairement à ce qu'on lit souvent, ce pronostic était partagé au sein même de la Communauté économique européenne (CEE) et jusqu'aux négociations de Maastricht : les « fonds structurels européens » qui forment avec ceux de la Politique agricole commune l'essentiel du budget, ont été introduits et augmentés pour réduire les inégalités qui se creusaient avec les premiers élargissements (1975, puis années 1980 et début des années 1990) : ils concernaient les régions dont le PIB par habitant était inférieur aux 2/3 du PIB moyen de la CEE (ou/et connaissant des montants élevés de chômeurs ou de branches en restructuration). Au début des années 1990, ils ont été complétés par un « Fonds de Cohésion » pour les pays qui étaient en dessous de 90% du PIB moyen de l'Union (à l'époque Grèce, Espagne, Portugal et l'Irlande) pour faciliter leur intégration à un espace monétaire et marchand unifié. Mais quatre aspects ont radicalement relativisé l'impact redistributif des fonds structurels :

- le rôle des Etats membres co-gestionnaires de ces fonds et leur choix de politique économique, fiscale et budgétaire après leur tournant néo-libéral : le bilan fut un creusement des inégalités au sein de chaque pays au profit des régions les mieux nanties ;
- le montant du budget européen : lors de la négociation de « l'Agenda 2000 » planifiant le budget pour 7 ans - et sous la pression du couple franco-allemand - celui-ci fut plafonné à un maximum d'environ 1% du PIB de l'Union alors qu'était prévue l'intégration de dix pays d'Europe centrale et orientale (PECO) pour 2004 et 2007, tous « éligibles » aux fonds européens. Le « camembert » du budget européen a donc été comprimé alors que les nouvelles adhésions augmentaient les inégalités ;
- les critères de distribution de ce « fromage » ont été modifiés : d'abord, en donnant moins aux nouveaux Etats membres de l'Est qu'à ceux du sud de l'Europe ; puis, pour tendre vers « l'égalité » de traitement, on a renforcé pour l'allocation des fonds des critères « d'efficacité » tels que plus on a de ressources plus on a de chances de recevoir de l'aide : donc les écarts se sont encore creusés ;
- enfin, la faiblesse redistributive du « camembert » budgétaire a été aggravée par l'absence de mécanismes de solidarité entre Etats d'une part et entre Banque centrale et Etats dans l'Union économique et monétaire (UEM) face aux crises, dans les accords de Maastricht. Ces « critères » ont

été la condition du renoncement au Deutsche Mark par l'Allemagne - mais tous les partis dominants dans l'UE ont plébiscité une telle « rigueur » derrière laquelle ils allaient pouvoir se cacher contre les travailleurs de leurs propres pays.

Au total, la logique « fonds de cohésion » s'est transformée, avec « l'esprit du libéralisme », pour devenir celle des « PIGS » (désignant en fait les mêmes pays, l'Italie remplaçant l'Irlande) traités avec mépris comme « assistés ». Mais si le budget européen n'a pas permis de réduire les écarts, cette faiblesse n'était pas inscrite dans les Traités. Elle a été un choix de l'après-guerre froide : avant l'unification allemande, quand il s'est agi d'ancrer dans l'Europe capitaliste les pays du sud sortant de dictatures - contre une variante que laissait craindre le Portugal de la révolution des Oeillets... - un quasi plan-Marshall budgétaire fut adopté avec l'augmentation des Fonds. [1]

Les « défauts » de l'UEM sous cet angle, ne sont pas pour autant des « erreurs ». Mais il s'agit de choix marqués par le contexte et les rapports de force de l'unification allemande et du tournant néo-libéral en faveur des privatisations. Celles-ci ont été imposées dans l'ex-RDA par des méthodes qui inspireront les pouvoirs néo-coloniaux établis aujourd'hui en Grèce.

Il revient aux populations allemandes elles-mêmes de dire ce qu'elles ont gagné ou perdu ; mais les écarts de chômage et de niveaux de vie restent considérables entre des Allemands « de l'Est » et le reste de l'Allemagne et l'« östalgie » qu'ils expriment n'est pas un regret des anciennes prisons [2]. Autrement dit, si bien des traits de l'UE relèvent du capitalisme néo-libéral, ils s'inscrivent dans une histoire spécifique notamment marquée par des guerres mondiales puis la guerre froide et les conditions opaques de ce que fut 1989/1991[i]. Mais le tournant néo-libéral qui marque l'UE entre en contradiction avec les promesses de politiques redistributives qui avaient été attractives dans le sud de l'Europe. L'euro n'est pas l'« incarnation » du néo-libéralisme : les mêmes politiques se sont produites sans lui, y compris dans l'UE au plan social. De même, au début des années 2000, une logique générale de crédits massifs à taux d'intérêt initialement attractifs (sur la base de techniques et contextes monétaires divers), ont favorisé des bulles immobilières aux Etats-Unis (en dollar), en Croatie (sans euro) comme en Espagne avec l'euro - ou encore, ils ont nourri un « choc de demande » comme dans les pays Baltes (sans euro à l'époque) ou la Grèce, avec l'euro. Fétichiser l'euro passe à côté de la multiplicité des causes. Mais l'utilisation de l'euro peut être critiquée de façon spécifique, en raison des promesses de « convergences » voire de « modèle social européen » et d'égalité entre membres qui ont été associées à la « construction européenne » : loin de consolider celle-ci, ce sont des contradictions de légitimité dont il faut s'emparer pour en contester les Traités et logiques dominantes, à partir des protestations et désillusions populaires, en posant la question (générale) : la monnaie et l'Union, pour quoi faire ?

Loin de correspondre à un « projet » linéaire et ficelé, les négociations de Maastricht établissant l'UE se sont tenues dans le contexte de deux chocs imprévus : celui de l'unification allemande, et alors qu'une spéculation majeure faisait éclater le système monétaire européen (SME) basé sur une monnaie commune. Les Accords de 1992 répondent de façon bancale, à plusieurs objectifs : mettre fin à l'intense spéculation des marchés sur les monnaies du SME tout en atténuant le rôle du dollar ; « faire passer » les politiques sociales néo-libérales sur un continent où les résistances demeuraient fortes ; enfin - pour la France de Mitterrand - insérer à tout prix l'Allemagne unifiée dans un projet européen - quand les Etats-Unis mettaient l'accent sur l'OTAN. Rien de tout cela n'était stable, encore moins introduit de façon démocratique. Tous ces projets étaient ceux de classes dominantes sur des bases socialement agressives. Mais cela infléchissait une construction européenne « politique » spécifique. La crise de 2008-2009 a révélé tous les déséquilibres et fragilités de l'UEM - qui aurait pu éclater. Les classes dominantes ont jugé qu'elles auraient plus à y perdre qu'à y gagner. Mais le « fédéralisme » européen qui s'est consolidé dans l'urgence et dont certains se sont réjouis comme des « avancées » vers « plus d'Europe » devrait être contesté dans toutes ses dimensions anti-démocratiques et illégales même au regard des Traités : la mise sous tutelle de la

Grèce, comme d'ailleurs le rôle de l'euro-groupe (informel, sous hégémonie allemande) dans la pseudo-négociation avec le gouvernement Tsipras, illustre l'augmentation générale des pouvoirs d'organismes non élus et le sens des mesures législatives introduites dans l'UE face à la crise : elles limitent l'autonomie budgétaire des parlements, visant à démolir ce qui reste du « modèle social européen », sans aucune légitimité, ni même légalité. Les propositions – émanant notamment de F. Hollande – d'introduire un « gouvernement » de l'euro-zone (remplaçant donc l'euro-groupe informel) ne feraient que consolider le droit inacceptable que s'accorderait une partie des membres de l'UE de décider du sort des autres – y compris en les menaçant d'exclusion, même si ce n'est pas réellement « prévu » par les Traités.

Bref, l'UE impose des carcans pour empêcher les forces de contestation d'objectifs régressifs imposés par en haut. Ceci n'est pas « réformable » mais doit être remis en cause. L'exit est-il la réponse ? Et l'expérience grecque est-elle la fin – *ou le début* – d'une phase nouvelle de contestation intérieure de l'UE, de ses institutions et de ses politiques ?

L'exit est-elle la seule ou meilleure façon de contester l'Union européenne ?

Frédéric Lordon ou Cédric Durand, comme une bonne partie de la gauche de Syriza, martèlent que « l'euro interdit radicalement toute politique progressiste possible » [3]. Ils ont donc défendu une stratégie d'exit – dont l'échec de Syriza ne fait à leurs yeux que confirmer la validité. Contre l'asphyxie et les déséquilibres (réels) que produit une politique monétaire unique sur un espace hétérogène et non démocratique, ils prônent de reconquérir la souveraineté des monnaies nationales et le potentiel démocratique des Etats-nations. Une partie de ceux qui partagent ce jugement, comme Jacques Sapir, estime qu'il faut être cohérent et accepter dans ce cas de construire des fronts pour l'exit avec l'extrême-droite – d'autant plus que le FN « a changé ». Cette orientation est rejetée par la majeure partie des partisans de gauche de l'exit, comme Frédéric Lordon [4]. Celui-ci, comme Cédric Durand et bien d'autres camarades proches, défend un inter-nationalisme sur lequel on reviendra ensuite. A noter que la sensibilité « européiste » pousse certains – comme Oscar Lafontaine – à combiner l'exit avec un SME basée sur une monnaie commune (ce que d'ailleurs Jacques Sapir préconisait aussi). La logique de l'exit comme « ligne générale » est de renoncer aux batailles concrètes dans l'UE – en présentant un choix binaire : se soumettre (en restant dans l'euro) ou quitter l'euro, en escamotant les positions de lutte dans/contre l'UE [5].

Mais l'exit comme axe agitateur général ne peut être une ligne claire : seule l'analyse concrète permet de juger si un exit est « un plan B », visant à protéger une avancée progressiste des luttes sociales et politiques (comme un OXI grec) contre un étouffement de l'euro-groupe, ou s'il est dominé et imposé par des forces réactionnaires : qu'aurait-on à gagner d'une majorité politique à droite pour un exit ? Il est clair que toutes les résistances sociales et démocratiques aux politiques dominantes seront en conflit avec les Traités et institutions de l'UE ; et l'expérience grecque confirme que même la défense de droits élémentaires implique la confrontation à des forces antagoniques – il faut s'y préparer. Ce que Syriza n'a pas fait en espérant, ce faisant, trouver un « bon compromis ». Là sont les leçons à tirer. Mais la compréhension du caractère réel des « pseudo-négociations » n'implique pas une stratégie générale d'exit, ni d'ailleurs de renoncer à la pédagogie de la négociation : rendre publiques les conditions imposées par les créiteurs et pouvoirs dominants est déjà, en soi, une « rupture de règles » institutionnelles et vise à modifier les rapports de force. Une telle démarche est analogue à celle de l'audit citoyen sur la dette publique, dans le contexte où les idéologies néo-libérales dominent. Il s'agit de mettre à nu leurs mensonges, s'appuyer sur les droits démocratiques et sociaux contre les intérêts privés qui se cachent derrière les arguments « d'austérité » et de discipline, étendre la légitimité démocratique d'élus porteur d'un programme, non seulement devant le peuple qui les a élus – mais aussi au nom d'enjeux européens.

Ce que Syriza a initié - et qui n'est pas clos, dans l'optique de ce qu'exprime Yanis Varoufakis : « Dans la période qui a précédé l'élection du 25 janvier 2015, avec Alexis Tsipras, nous avons dit au monde : « Ce qui commence en Grèce va se propager en Europe... » Nous avons pour slogan : « Nous reprenons le pouvoir en Grèce. Nous allons changer l'Europe ! » Après la capitulation de juillet, j'en suis venu à la conclusion naturelle qu'après la défaite de la Grèce, vaincue mais pas soumise, le temps est venu de reprendre le message de notre printemps d'Athènes, qui a déjà « contaminé » beaucoup de monde en Europe, et de le porter partout de Helsinki à Porto, de Belfast jusqu'à la Crète » [6] qui s'inscrit dans la démarche de l'ouvrage collectif « Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire » [7] - qu'il faut discuter et préciser. L'« esprit » d'un OXI contre l'austérité mais au nom des peuples européens, n'est pas mort. Il s'agit de s'emparer de la légitimité démocratique, contre les pouvoirs non élus de l'UE et la guerre sociale en cours. Cette position se distingue donc radicalement de toute soumission aux diktats de l'euro-groupe, mais aussi d'une position d'exit généralisée basée sur la thèse que telle serait condition de luttes progressistes. Elle implique de se protéger des chantages de l'eurogroupe par des mesures unilatérales comme cela fut proposé en Grèce [8] mais non appliqué (ou trop tard et dans des conditions difficiles) : contrôle des banques et des mouvements de capitaux, préparation d'une monnaie parallèle, suspension du paiement de la dette, en tout premier lieu. Les propositions de « monnaie fiscale » [9] limitant la dépendance envers l'euro et le marché mondial, peuvent préparer une conception alternative d'un système monétaire européen où les fonctions de l'euro seraient transformées, mais aussi être des formes provisoires de résistance. Des réseaux solidaires, à divers niveaux territoriaux, articulant l'agriculture, la petite production marchande, les services - comme les dispensaires auto-gérés de santé ou l'éducation - devraient être insérés dans des réseaux solidaires avec des moyens de financements et de distribution ad hoc ; soutenus par des réseaux européens ils peuvent s'intégrer, en Grèce ou ailleurs, dans une stratégie de résistance sur plusieurs fronts : contre les pressions externes de l'euro-groupe et du marché mondial, contre l'oligarchie intérieure et ses forces armées, et contre les racismes (qui excluent, comme Aube Dorée, de la solidarité les « non Grecs »). Des stratégies communes aux pays « périphériques » les plus vulnérables peuvent légitimement être débattues et préparées. S'il faut dénoncer la domination du « couple franco-allemand » et tous les comportements et rapports de domination dans la « construction européenne », la présentation des enjeux en termes de périphéries/centres (ou de « néo-colonialisme ») reflète des vécus réels mais n'est pas totalement adéquate pour rendre compte d'aspirations populaires manifestement plus complexe qu'un « rejet de l'euro », et plus profondément pour prendre en compte et combattre l'essence du projet « ordolibéral ».

Il est frappant qu'en quête d'une stratégie pour les « périphéries », la gauche radicale soit confrontée à une double aspiration des populations grecques (ou d'autres « périphéries », comme au Portugal) d'être dans l'euro - mais de ne pas accepter les politiques dominantes. Est-ce une « aliénation » de dominés ? Un manque de « pédagogie » des partisans de l'exit ? Une peur irrationnelle de « l'inconnu » de l'exit ? Ou bien la perception populaire de deux idées fortes : la première est que réserver l'euro aux pays les plus riches relève d'une construction profondément inégalitaire, risquant de « périphériser » encore davantage ceux qui en sont exclus ou sont contraints d'en sortir. Autrement dit, rester dans l'euro implique aussi une exigence égalitaire. La deuxième est qu'aucune monnaie au monde n'a nulle part empêché une diversité de politiques possibles - voire de changement de système. Pourquoi donc serait-il impossible de se battre pour une autre politique, avec l'euro ? Et qui sont d'ailleurs les « périphéries » selon la grille « centre/périphérie » ? Faudrait-il une stratégie spécifique d'exit pour les « périphéries » ? L'Etat espagnol pèse bien plus que la Grèce. Où placer l'Italie ? Et les stratégies de résistance dans les pays du sud de l'Europe, doivent-elles chercher à intégrer ou pas les populations des pays « du centre » - disons, du « cœur historique » de la CEE ? Quelle est donc la responsabilité d'une gauche effective en Allemagne et en France ? Prôner de retrouver « notre » souveraineté et « notre monnaie » ? Ou dénoncer le traitement infligé à la Grèce en soulignant en quoi les enjeux

(démocratiques et sociaux) sont communs à toutes les populations de l'UE ?

La grille « anti-coloniale » stigmatisant l'Allemagne si elle reflète la position dominante allemande, et le comportement de ses dirigeants au sein de l'eurogroupe est doublement piégée : elle est aveugle aux convergences d'intérêts partagés avec les dirigeants allemands par les classes dominantes des pays de l'Union, y inclus dans les « périphérie » et notoirement, l'oligarchie grecque - et une telle optique pousse, en toute logique à gommer les conflits de classe en Grèce au profit d'une « alliance nationale » qui se dirait « anti-coloniale ». Parallèlement, elle oublie que la guerre sociale menée par les institutions de l'UE (avec ou sans euro et à l'échelle du capitalisme mondialisé) vise à imposer la destruction des ultimes protections sociales dans les pays du centre : les institutions et procédures de privatisations imposées notamment par les dirigeants allemands de l'eurogroupe à la Grèce ont été infligées... à la population d'Allemagne de l'Est elle-même [10] ; de même, la guerre sociale vécue en Grèce a été imposée, sous des formes spécifiques, à l'ensemble des travailleurs allemands, avec les lois Hartz et les revenus dégradés sous pression des délocalisations. Yanis Varoufakis a estimé que la véritable cible du Docteur Schäuble en infligeant sa défaite à Syriza, était en fait l'Etat-providence français, mais n'était-ce pas d'abord la politique austéritaire en Allemagne elle-même ?

Il ne s'agit pas de donner des leçons quand toutes les gauches européennes sont confrontées à un contexte sans précédent et que personne n'a de « modèle » clé en main. Mais il n'est pas sûr qu'il soit « plus simple », et surtout plus clair et mobilisateur, de mettre l'accent sur des monnaies nationales que de combattre pour d'autres rapports humains et sociaux de l'Allemagne à la Grèce en passant par la Slovénie ou la Pologne - protégés de la mondialisation capitaliste par une Union européenne à refonder.

L'enjeu européen stratégique, démocratique - internationaliste

Au-delà de la critique de l'UE, plusieurs analyses à gauche estiment que la défaite de Syriza devrait marquer la fin des « illusions » non seulement européistes « naïves » (ce qui est souhaitable...) mais « altereuropéistes » : Frédéric Lordon fustige ces derniers et conteste leur internationalisme [11]. Comme lui, Cédric Durand, Razmig Keucheyan et Stathis Kouvelakis estiment cerner « la vraie nature de l'internationalisme » [12] dans la remise en cause de l'« européisme ». Ils analysent (à juste titre) comment le capital reconfigure l'espace à son profit : « l'internationalisme des classes dominantes » se déploierait aujourd'hui contre l'Etat-nation. Le vrai internationalisme des dominés, serait alors de briser les carcans internationaux de classe et d'investir à nouveau les Etats-nations par leurs luttes : leur contenu doit pouvoir être partagé sans délimitation de territoires spécifiques, à l'échelle internationale. « L'Europe n'est ni une entité cohérente sur le plan économique (la crise l'a démontré), encore moins un espace culturellement homogène. (...) Rompre avec l'Europe pour sortir du cauchemar néolibéral : c'est peut-être cela le véritable internationalisme », disent-ils.

Autrement dit il faudrait reprendre le flambeau des luttes nationales (contre l'extrême-droite) tout en s'insérant directement aux combats internationalistes, sans relais spécifiques européens.

Sans pouvoir les développer, on soulèvera plusieurs objections à ces analyses en partant des points d'accords que les postures polémiques obscurcissent : personne ne propose de mettre les luttes nationales entre parenthèses. Et il est juste de ne pas laisser à l'extrême-droite une critique radicale des Traités européens et des pratiques néo-coloniales d'institutions non élues. De même, l'Europe que nous voulons, n'a de sens qu'en reconnaissant la souveraineté et l'égalité des peuples. Mais cela ne suffit pas à clarifier les enjeux. Outre le fait que la diversité culturelle (et linguistique) n'est pas un obstacle absolu à l'émergence de communautés politiques multinationales partageant des

intérêts communs, il n'est pas convaincant, lorsque le capital s'internationalise effectivement, de ne pas chercher à organiser des contre-pouvoirs et résistances *aux différents niveaux où son pouvoir de décision s'exerce*. Or, loin de « sauter » par dessus les Etats nations, les FMN et le capital européen, articulent leur pouvoir de décision du national à l'international en passant par l'européen. On ne peut négliger des enjeux stratégiques majeurs pour lesquels le « niveau » européen - politique - est essentiel : du TAFTA à la crise climatique, en passant par les grands conflits mondiaux. Mais d'abord et avant tout, le fait que résister à la globalisation financière et concurrentielle serait en réalité « plus facile » en s'emparant du niveau européen. L'« altereuropéisme » n'est pas un « internationalisme abstrait » (qui fétichiserait positivement l'euro) opposé aux luttes au plan national et qui arrêterait ses solidarités aux frontières de l'UE : il vise à rendre plus efficaces et cohérentes à la fois les luttes nationales et planétaires (organiquement dépendantes aujourd'hui), en pesant sur un niveau intermédiaire « significatif ». C'est notamment à ce niveau, que la reconnaissance de l'égalité des peuples et de leur droit d'autodétermination - contre toutes les grandes puissances et l'UE en particulier - doivent et peuvent être combattues. Que ce soit dans les choix européens ou les négociations internationales, les dirigeants des Etats ont des pouvoirs et responsabilités - et devraient justement être contrôlés, au plan national et européen en remettant en cause le fonctionnement et le rôle des parlements. Il est impossible de prévoir des scénarios de « crise » européenne, leur « détonateur ». Mais ces crises seront sûrement portées par les nouvelles générations, les plus attachées à une libre circulation européenne dans la diversité des langues et des cultures, nourries par l'esprit des contestations « Indignées » et en critique de l'absence de substance de la démocratie représentative - ceci est vrai au plan européen - mais aussi national. L'enjeu démocratique est central et ne saurait se condenser aujourd'hui sur le seul niveau national. Le renoncement à une lutte européenne, se fonde sur une vision appauvrie de la « construction européenne », traitée de façon « linéaire », soumise aux choix de l'impérialisme étasunien, et porteuse d'un « projet » cohérent, sans contradictions : c'est négliger la réalité des conflits d'orientation qui ont opposé les puissances dominantes dans chaque phase passées et présente, que ce soit dans la conception des rapports à l'URSS (et aujourd'hui à la Russie de Poutine ou à la Chine), des rapports à l'OTAN et aux Etats-Unis, ou encore de la conception du rôle des Etats, des monnaies et du marché - donc des institutions européennes [13].

Contester l'Union européenne dans un espace public européen

Il faut admettre comme une donnée de l'actuel contexte des positions/situations et sensibilités différentes sur la question de l'adhésion ou pas à l'UE - d'en sortir ou d'y rester. Les forces dominantes dans l'UE ont leurs propres critères d'adhésion largement arbitraires. De l'intérieur de l'UE, nous devrions à la fois critiquer ces critères et tout veto à l'intégration dans l'Union basé sur la culture ou la pauvreté. L'UE impose ses normes aux pays limitrophes (entre UE et Russie), comme l'Ukraine [14] (ou de l'autre côté de la Méditerranée) sous forme d'« accords de libre échange complet et approfondi » (sic !) socialement destructeurs, sans aucun des droits au moins reconnus à des membres. On conçoit que l'adhésion soit alors attractive, d'autant que les forces les plus hostiles à l'UE sont profondément xénophobes et/ou ultra-libérales (contre « le polit-bureau de Bruxelles ») et dénoncent les législations européennes comme trop « protectrices ». L'adhésion à l'Union doit être un droit démocratique (contre toute logique de veto basé sur la culture ou la pauvreté) - et réversible. Les choix sont difficiles. Il faut juger les conditions les moins mauvaises pour résister aux politiques d'austérité dominantes [15]. Il est urgent que se déploie un espace politique européen qui ne soit pas prisonnier des frontières artificielles et des institutions de l'euro-zone, voire de l'UE [16]. Il devrait stimuler l'émergence de contre-pouvoirs par rapport à l'UE et à tout pouvoir d'Etat ou international, être un lieu d'élaboration pluraliste d'ébauches d'une autre Europe, en défense de droits démocratiques et sociaux, contre toutes les xénophobies, contestant le fonctionnement de l'UE et ses relations internationales. On pourrait y mutualiser et « européiser » les initiatives nationales

les plus populaires : depuis les grandes « marées » (mobilisations colorées selon les enjeux, santé, éducation etc) de l'Etat espagnol, aux résistances contre les crédits toxiques des banques et contre les expulsions - avec pour slogan « un toit est un droit » -, en passant par l'organisation de « plenums citoyens » élaborant des revendications communes, comme au printemps 2014 en Bosnie. Des « Marches » européennes ont commencé à s'organiser et pourraient prendre de l'ampleur. Il faudrait urgemment soutenir la demande formulée par Alexis Tsipras d'une conférence européenne de la dette - et l'organiser de façon autonome en diffusant les travaux du Comité pour la vérité sur la dette publique grecque dénonçant les droits et biens communs bradés pour des intérêts oligarchiques grecs, allemands ou français. Un travail syndical et politico-associatif est essentiel pour mutualiser et développer les d'actions transnationaux [17]. C'est la légitimité et la popularité des batailles ancrées localement, popularisées et étendues, qui permettront d'en faire des appuis pour de grands bouleversements démocratiques dont le scénario est imprévisible, dans la perspective d'une autre Europe - pour un autre monde.

Catherine Samary

P.-S.

* Contretemps-web. 08/01/2016 - 09:56 :

<http://www.contretemps.eu/interventions/construire-lespace-politique-europ%C3%A9en-danshorscontre-lunion-europ%C3%A9enne-en-d%C3%A9fense-comm>

Nos [Contretemps] contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

* Catherine Samary est chercheuse en économie, maître de conférences retraitée à l'université Paris-Dauphine. Outre de très nombreux articles parus notamment dans le Monde diplomatique, Contretemps, Inprecor ou Europe solidaire sans frontières, elle est l'auteure de Yougoslavie : de la décomposition aux enjeux européens (Editions du Cygne, 2007), et de Le marché contre l'autogestion : l'expérience yougoslave (Publisud, 1991).

Notes

[1] Cf. « Du court siècle soviétique à la Russie de Poutine ».

[2] Lire sur ce sujet <http://www.theguardian.com/commentisfree/2009/nov/08/1989-berlin-wall>

[3] Cf. « La gauche et l'euro, liquider, reconstruire »

<http://blog.mondediplo.net/2015-07-18-La-gauche-et-l-euro-liquider-reconstruire>

[4] Une telle orientation est rejetée également par F. Lordon qui critique Jacques Sapir à ce sujet : http://blog.mondediplo.net/2015-08-26-Clarte?debut_forums=100. Jean-Marie-Harribey discute ces deux approches : « Cette obscure clarté qui tombe des étoiles, difficile d'y voir clair... » <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2015/08/30/>

[5] Cf. Cédric Durand, « La fin de l'Europe ». Le mot Europe y est flou. Ce faisant le texte mêle la

fin des visions euphoriques sur l'UE avec la fin de l'UE elle-même (alors que le « Césarisme » bancal qu'il décrit a pourtant tendance à se consolider). Il ne traite pas de projets visant une mise en crise de l'UE pour refonder l'Europe – l'auteur estimant qu'il faut « en finir avec l'Europe ».

[6] Interview de Yanis Varoufakis :

<http://www.anti-k.org/2015/09/19/exclusif-yanis-varoufakis-la-grece-a-ete-vaincue-mais-pas-soumise/>[/fn].

Telle est la conviction de cette contribution Elle prolonge le texte produit en août : « Contre la consolidation néo-coloniale de l'euro-groupe... ».

[7] Cf. l'ouvrage collectif d'Attac / Copernic : Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire.

[8] Voir sur ESSF (article 35491), [Grèce : des propositions alternatives à la capitulation des autorités face à l'Eurogroupe](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35491>

[9] Cf. sur le « ballon d'oxygène de l'euro-drachme »

http://www.liberation.fr/monde/2015/03/15/l-euro-drachme-ballon-d-oxygene-pour-la-grece_1221089

[10] Cf. note 2.

[11] Cf. « Leçons de Grèce... (en vue d'un internationalisme réel) »

<http://blog.mondediplo.net/2015-04-06-Lecons-de-Grece-a-l-usage-d-un-internationalisme> ou encore le texte cité en note 6.

[12] Cf. sous ce titre, disponible sur ESSF (article34012), [Syriza, la situation en Grèce et l'émergence, en Europe, d'un nouvel espoir internationaliste](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34012>

[13] Cf. E. Balibar : <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/BALIBAR/50208>. Voir aussi à ce sujet ma critique de Cédric Durand : « En finir avec l'UE, pas avec l'Europe ».

[14] Lire « la société ukrainienne entre ses oligarques et sa troïka »,

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-2-hiver-2013-2014/dossier-europe/article/la-societe-ukrainienne-entre-ses>.

[15] Cf. l'appel pour un « AustérExit » européen, ESSF (article 35786), [Austerexit - Appel pour l'organisation d'une grande conférence européenne de la résistance sociale et politique](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35786>

[16] Plusieurs initiatives ont déjà vu le jour, allant dans ce sens, notamment l'Altersummit, <http://www.altersummit.eu/?lang=fr> avec son projet de « Manifeste des peuples », le réseau européen Blocupy contre la Banque centrale européenne

[17] f. dans le bulletin du syndicat Solidaire - <http://www.sudptt.org/spip.php?article98298> - l'appel à une réunion transnationale à Pozan en octobre 2015. Voir également les expériences de 2012 :

<http://www.humanite.fr/attac/le-reseau-des-attac-d-europe-solidaire-de-la-greve-generale-transnationale-du-14-novembre-5085>.